



HAL
open science

L'an prochain à Tunis? Les binationaux franco-tunisiens au prisme des héritages militants et des subjectivités diasporiques ", , Tunisie: une démocratisation au dessus de tout soupçon?

Vincent Geisser, Wajdi Limam

► To cite this version:

Vincent Geisser, Wajdi Limam. L'an prochain à Tunis? Les binationaux franco-tunisiens au prisme des héritages militants et des subjectivités diasporiques ", , Tunisie: une démocratisation au dessus de tout soupçon?. Amin Allal. et Vincent Geisser (dir). Tunisie: une démocratisation au dessus de tout soupçon?, CNRS Éditions,, p. 413-432., 2018. halshs-02317517

HAL Id: halshs-02317517

<https://shs.hal.science/halshs-02317517>

Submitted on 16 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Pour citer le texte : Vincent Geisser et Wajdi Limam, « L’an prochain à Tunis ? Les binationaux franco-tunisiens au prisme des héritages militants et des subjectivités diasporiques », dans Amin Allal. et Vincent Geisser (dir), *Tunisie : une démocratisation au dessus de tout soupçon ?*, Paris, CNRS Éditions, p. 413-432.

L’an prochain à Tunis ? Les binationaux franco-tunisiens au prisme des héritages militants et des subjectivités diasporiques

Vincent Geisser et Wajdi Limam

« A chaque fois, la même question surgit : comment dans chaque présent, les dimensions temporelles du passé et du futur ont-elles été mises en relation ? ».

Reihhart Koselleck¹.

VERS UN REENCHANTEMENT DE « LA POLITIQUE A DISTANCE » ?

Si la question des mobilisations « à distance » des diasporas² constitue une thématique majeure dans le champ des études anglo-saxonnes³, elle reste relativement peu traitée par les

¹ KOSELLECK R., *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions EHESS, collection « En temps et lieux », 2016, p. 29.

² Nous considérons ici la notion de « diaspora(s) » comme une construction politique et idéologique, activée à la fois par les acteurs ordinaires et les acteurs institutionnels, sans rentrer dans les débats contradictoires sur son caractère opératoire ou sa pertinence sociologique : HELLY D., « Diaspora : un enjeu politique, un symbole, un concept ? », *Espace populations sociétés*, 2006/1 | 2006, 17-31.

³ ANDERSON B., “Long Distance Nationalism”, in *The Specter of Comparisons. Nationalism, Southeast Asia and the World*, London, Verso, p. 58-74, 1988; GLICK SCHILLER N., FOURON G.-E., *Georges Woke Up Laughing. Long Distance Nationalism and the Search for Home*, Durham NC, Duke University Press, 2001.

sciences sociales en France, comme si elle représentait encore un sujet tabou⁴. En effet, jusqu'à une période récente, la participation politique des immigrés et de leurs descendants était envisagée principalement à travers l'alternative binaire et réductrice de l'allégeance inconditionnelle aux États d'origine, empruntant le plus souvent un registre autoritaire et paternaliste, ou de l'intégration progressive – mais inéluctable – aux enjeux des sociétés d'accueil⁵. Ce n'est qu'au début des années 2000 que la problématique des mobilisations « à distance » commence à faire son entrée dans la recherche française, portée par un certain nombre de travaux pionniers⁶, soulignant la perpétuation de liens politiques des enfants d'immigrés et d'exilés avec les sociétés d'origine et ceci malgré leur éloignement à la fois géographique et culturel.

De ce point de vue, les mouvements protestataires de l'hiver 2010-2011 ont contribué à relancer l'intérêt des *social scientists* pour les mobilisations « à distance », d'autant plus que celles-ci ont acquis une visibilité publique sans commune mesure avec les décennies précédentes, les populations issues des migrations jouant un rôle central dans la médiatisation et la « popularisation » des causes tunisienne, égyptienne et syrienne en France et en Europe. C'est bien souvent à travers le prisme des manifestations de rue contre les régimes de Ben Ali et de Moubarak organisés dans les grandes villes européennes (Berlin, Paris, Londres, Vienne, etc.) que les observateurs et les leaders d'opinion ont pris conscience de l'ampleur des mouvements protestataires et de la nécessité d'adopter un « autre regard » sur la politique dans le monde arabe. Ce regain d'intérêt scientifique s'explique aussi par un phénomène de « rencontre générationnelle » entre des jeunes chercheurs européens, souhaitant renouveler les objets de recherche sur les migrations, et des jeunes activistes arabes socialisés dans les sociétés d'accueil, pour qui les mobilisations contre les régimes autoritaires et pour l'avènement de la démocratie dans les pays d'origine, représentent un moment initiatique de leur entrée en politique⁷.

⁴ BEAUGRAND C., GEISSER V., « Immigrés, exilés, réfugiés, binationaux, etc. : les 'enfants illégitimes' des révolutions et des transitions politiques ? », *Migrations Société*, vol. 156, no. 6, 2014, p. 3-16.

⁵ WIHTOL DE WENDEN, C., *Les immigrés et la politique. Cent-cinquante ans d'évolution*, Paris, Presses de Sciences Po, 1988 ; GEISSER V., *Ethnicité républicaine. Les élites d'origine maghrébine dans le système politique français*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

⁶ DUFOIX S., GUERASSIMOF C., DE TINGUY A. (dir.), *Loin des yeux, près du cœur. Les États et leurs expatriés*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2010. ; GEISSER, V., et KELFAOUI S., « La nation d'origine réinventée. La persistance du 'mythe national' chez les Français originaires du Maghreb », *Confluences Méditerranée*, vol. 39, no. 4, 2001, p. 27-35.

⁷ HADJAB W., « Algiers–Paris Round Trips : Diasporic Pathways of a Public Civil Dissidence », *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 14 :3, 2016, p. 314-333 ; LAMBLIN, C., « Participation politique des Égyptiens résidant en France : vers la construction d'une citoyenneté en migration ? », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 31, no. 3, 2015, pp. 171-185 ; LIMAM W., *Processus de transition politique tunisien. De la mutation du champ militant des Tunisiens en France à la production de nouvelles subjectivités diasporiques (2011-2013)*, mémoire de Master 2 mention « Études politiques », sous la direction de Hamit Borzaslan, EHESS, 2015, 116 p. ; MÜLLER-FUNK, L., « Diaspora Mobilizations in the Egyptian (Post)Revolutionary Process. Comparing Transnational Political Participation in Paris and Vienna », *Journal of Immigrant and Refugee Studies* 14(3), 2016, p. 353-370.

L'objectif de ce chapitre n'est pas de faire ou refaire l'histoire des mouvements politiques tunisiens en France – le lecteur pourra se référer à une littérature riche sur le sujet⁸ - mais de comprendre comment les répertoires, les registres et les lieux de mobilisations s'inscrivent sur le temps long, puisant dans des héritages militants à la fois retravaillés et réactualisés dans le contexte d'émulation protestataire de l'hiver 2010-2011 et, au-delà, dans la phase de mise en place des institutions démocratiques en Tunisie. En somme, il s'agit de faire une *sociologie du basculement*, c'est-à-dire de comprendre comment des binationaux marqués en apparence par l'apathie politique ont pu basculer en quelques semaines, voire en quelques jours, dans le « camp de la Révolution », en développant de nouvelles subjectivités diasporiques.

Cet article repose sur plusieurs enquêtes qualitatives réalisées entre décembre 2010 et juin 2017. Elle a consisté principalement en des entretiens semi-directifs avec des acteurs associatifs et politiques tunisiens en France, en Belgique et en Grande-Bretagne (une trentaine), des observations directes et, participantes, dans des manifestations publiques, des conférences, des colloques et des séminaires sur les questions de mobilisation politique et électorale de la diaspora, de la réforme des institutions, de l'adoption d'une nouvelle constitution, du projet de création d'un conseil représentatif des Tunisiens de l'étranger ou sur tout autre sujet relatif aux binationaux. Il se fonde également sur l'analyse de la littérature grise (rapports officiels, textes administratifs, lois, débats parlementaires, etc.) et sur les documents de propagande diffusés par les associations et les sections de partis politiques en diaspora. La consultation quasi-quotidienne des réseaux sociaux (principalement Facebook) a constitué un lieu précieux d'observation des débats agitant le milieu des Franco-Tunisiens. Enfin, la richesse des matériaux et des sources utilisés doit beaucoup aux discussions informelles avec une centaine de militants en France ou Tunisie, notamment au sein des cafés politiques à Paris et à Marseille, de l'Assemblée nationale constituante (ANC, 2011-2014) et du Forum social mondial (Tunis, 2013 et 2015).

ENTRE HERITAGES MILITANTS ET INNOVATIONS PROTESTATAIRES

La compréhension de l'engagement des binationaux franco-tunisiens dans le « moment révolutionnaire » implique de ne pas céder à la représentation romantique de la « génération spontanée » ou de « l'immaculée contestation »⁹, comme si l'éveil politique des populations issues des migrations avait commencé avec les printemps arabes de 2011¹⁰. D'où la nécessité de prendre en compte les « temporalités heuristiques »¹¹ qui viennent éclairer les registres, les répertoires, les symboles et surtout les lieux de la protestation en immigration et en exil : ces

⁸ Notamment AYARI M., *Le prix de l'engagement en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante (1963-2008)*, Paris/Tunis, Karthala-IRMC, 2017.

⁹ ALLAL A., PIERRET T., « Les processus révolutionnaires arabes en actes », dans Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Devenir révolutionnaires. Au cœur des révoltes arabes*, Paris, Armand Colin/Recherches, 2013, p. 20.

¹⁰ CAMAU M., VAIREL F., « Révolutions et recompositions politiques », dans *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, PU Montréal, 2015, p. 13.

¹¹ ALLAL A., « Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », *Revue française de science politique* 2012/5 (Vol. 62), p. 82.

derniers ne constituent pas simplement une reconduction des passés protestataires¹² mais aussi des héritages retravaillés par les enjeux politiques du moment, renvoyant à la figure de la « filiation/innovation ». Pour le dire autrement, les acteurs politiques de la diaspora ne se sont pas contentés d'improviser en 2011 : ils ont puisé dans des héritages protestataires largement éprouvés par les expériences des devanciers des luttes syndicales et politiques de l'immigration (Mouvement des travailleurs arabes, combats des sans-papiers, campagne contre la double peine, Marches pour l'égalité, etc.)¹³, même si la chaîne des « transmetteurs » n'est pas toujours consciente, assumée et clairement revendiquée par les continuateurs.

Cette prise en compte des temporalités politiques en diaspora ne signifie pas que l'on doive nier un effet « Révolution ». Comme nous le rappellent les historiens et les sociologues¹⁴, l'événement a un pouvoir révélateur mais aussi transformateur, en ce sens qu'il déplace les frontières sociales entre les groupes, impulse de nouvelles coalitions protestataires, induit des enjeux et des revendications inédits, modifie les objets de luttes, suscite des vocations politiques, etc. : « *le "moment révolutionnaire" doit être analysé en lui-même, dans la mesure où il est porteur d'enjeux spécifiques qui ne se réduisent pas à la reproduction mécanique des héritages protestataires du passé. Les passions protestataires qui se sont exprimées durant la "séquence révolutionnaire" de décembre-janvier sont à l'origine d'une émulation collective des binationaux* » : la binationalité qui renvoyait jusqu'alors à un statut juridique flou,¹⁵ induisant une implication affective limitée, revêt désormais une saillance sur le plan sociologique ; elle est devenue un marqueur identitaire clairement revendiqué et brandi avec fierté dans l'espace public de la société d'accueil comme du pays d'origine.

De plus, le champ politique en diaspora et/ou en immigration ne saurait être considéré comme un simple calque des enjeux de pouvoir du pays d'origine. Nous réfutons ainsi la thèse de l'importation et de la reproduction de la « politique du bled » qui est parfois entretenue par les polémiques politiques et médiatiques quant à la francité douteuse des enfants d'immigrés¹⁶. Même à l'époque des politiques d'allégeance autoritaire et paternaliste de l'État développementaliste (1960-1980), les manifestations de nationalisme à distance étaient le produit de reconstructions subjectives, de réappropriations critiques, voire carrément dissidentes (contestations des versions officielles du nationalisme du régime) qui étaient très fortement liées à la situation des immigrés et de leurs enfants dans les sociétés d'accueil, en décalage permanent

¹² DOT-POUILLARD N., *Tunisie : la révolution et ses passés*, Paris, L'Harmattan, coll. « Cahiers de l'IREMMO », 2013.

¹³ BOUBEKER A. et HAJJAT A. (dir.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France 1920-2008*, Paris, Amsterdam, 2008.

¹⁴ FARGE A., « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, mars 2002, pp. 69-78 ; BENZA A., FASSIN E., « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 5-20.

¹⁵ GEISSER V., « Quelle révolution pour les binationaux ? Le rôle des Franco-Tunisiens dans la chute de la dictature et dans la transition politique », *Migrations Société*, 2012/5 (N° 143), p. 157.

¹⁶ LECLÉRE Thierry, « Nous sommes tous de mauvais Français », *Télérama*, 30 janvier 2010 : <http://www.telerama.fr/idees/nous-sommes-tous-de-mauvais-francais,52033.php>

avec les enjeux des pays d'origine. En nous inspirant de la démarche initiée par le philosophe Félix Guattari, nous parlerons ainsi de *subjectivités diasporiques*, qui induit la construction politique d'une « cause tunisienne », faisant écho, certes, aux débats, aux clivages socioculturels et aux mobilisations du pays d'origine, mais pas totalement subordonnée à eux, étant dotée d'une *dynamique propre, liée à la situation particulière d'exil, d'immigration et au statut de binational* : « *considérer la subjectivité sous l'angle de sa production n'implique en rien, selon moi, d'en revenir aux traditionnels systèmes de détermination du type infrastructure matérielle — superstructure idéologique. Les différents registres sémiotiques concourant à engendrer de la subjectivité n'entretiennent pas de rapports hiérarchiques obligatoires, fixés une fois pour toutes* »¹⁷. Elle se traduit par ce sentiment partagé chez les binationaux de ne plus subir la politique du pays d'origine mais de contribuer à la fabriquer, offrant de multiples horizons d'action, visant à refonder les bases de leur citoyenneté ici et là-bas.

« Depuis la chute de Ben Ali, on vivait en France mais on était en Tunisie. On mangeait tunisien, on fumait tunisien, on ne restait qu'entre Tunisiens, on ne suivait l'actualité qu'en Tunisie [...]. Même mon arabe, je me suis mis à l'adapter, à reprendre des cours, pour le rendre plus 'littéraire'. Je me suis mis à aller en Tunisie tous les quinze jours, et je me suis même mis à sortir avec des Tunisiennes »¹⁸.

En ce sens, les mouvements protestataires de 2010-2011, qui ont précipité la chute du régime de Ben Ali, ont libéré chez les Tunisiens de France une « nouvelle subjectivité politique », contribuant à redéfinir les contours de la « cause tunisienne » à l'étranger : si dans les premiers mois après le 14 janvier 2011, cette subjectivité s'est exprimée principalement sur un mode unanimiste (le peuple tunisien uni contre le retour de la dictature), dans la phase de désenchantement (2013-2017)¹⁹ elle a réactivé des clivages sociopolitiques, affectant les modes de « dé »-mobilisation en diaspora. Outre des clivages internes à la diaspora (classistes, générationnels, régionalistes, religieux, politiques, etc.), c'est aussi la dichotomie réelle ou imaginaire entre « binationaux » et « Tunisiens de l'intérieur » qui a structuré les controverses publiques ici et là-bas.

LE PASSE-PRESENT : UNE MEMOIRE AGISSANTE ET STRUCTURANTE DES SCENES DIASPORIQUES

Les premières manifestations qui se déroulent dans l'Hexagone dès le lendemain de la fuite de Ben Ali – notamment celles du 15 janvier 2011 à Paris, Lyon et Marseille - révèlent une ambiance à la fois patriotique et unanimiste : l'unité du peuple tunisien retrouvant sa liberté après vingt-trois ans de dictature benaliste paraît faire taire temporairement les divisions

¹⁷ GUATTARI F., « Des subjectivités, pour le meilleur et pour le pire », *Chimères*, n° 8, mai 1990, p. 23.

¹⁸ Khaled, socialisé en France, élu local, entretien le 11 avril 2013.

¹⁹ ALLAL A., VANNETZEL M., « Des lendemains qui déchantent ? Pour une sociologie des moments de restauration », *Politique africaine*, 2017/2 (n° 146), p. 5-28.

politiques, philosophiques, religieuses et sociétales. Si les Tunisiens de France reprennent à leur compte le mot d'ordre des manifestants de l'intérieur « *Irhal !* » (Dégage !), comme pour mieux conjurer le retour de la dictature, ils scandent aussi d'autres slogans qui mettent en avant leur appartenance commune au peuple tunisien. En revanche, les références à leur situation particulière d'exilés, d'immigrés ou de binationaux sont plutôt rares. Seule la langue utilisée sur les pancartes et les banderoles (généralement le français) trahit parfois leur ancrage dans la diaspora : « *Tunisiens, restez debout, le monde est fier de vous* », « *Pouvoir au peuple* », « *Nous vous oublierons jamais, merci à nos martyrs* », « *Nos martyrs ne sont pas morts pour une nouvelle dictature* », « *De tout cœur avec notre peuple* », etc.²⁰.

Cependant, le trait plus marquant des rassemblements publics post-14 janvier 2011 est l'absence quasi-totale des emblèmes des partis d'opposition à Ben Ali (gauches indépendantes, nationalistes, libéraux et islamistes, pourtant représentés en France) et des portraits des leaders de la dissidence à la dictature (certains sont exilés à Paris). Seuls les portraits du martyr Ferhat Hached, le fondateur de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), assassiné par les colons français en 1952, est parfois brandie dans les mobilisations se déroulant sur le territoire français. Les autres figures de l'histoire politique tunisienne sont totalement occultées. La scénographie protestataire revêt une tonalité fortement patriotique : les manifestants agitent le drapeau tunisien (un disque blanc où figure un croissant rouge qui entoure une étoile à cinq branches), et entonnent en chœur l'hymne national, *Humat al-Hima* : « *Ô Défenseurs de la Nation ! Donnons ses lettres de gloire à notre temps ! Dans nos veines, le sang a tonné : Mourons, Mourons pour que vive la Patrie !* ». Les observations de Jean-Philippe Bras sur les registres de mobilisation dans les premières semaines qui suivent la fuite de Ben Ali s'appliquent aisément aux manifestations dans la diaspora. C'est la figure du « peuple-événement » qui prévaut alors²¹.

Il convient toutefois de ne pas céder à l'hypothèse d'un « patriotisme spontané » qui renaîtrait de ses cendres en 2011 après plusieurs décennies de sommeil. Celui-ci est bien le produit d'un long processus de socialisation politique en diaspora, au cours duquel les acteurs officiels de l'État tunisien mais aussi les acteurs dissidents (gauche étudiante, organisations des droits de l'Homme, mouvement islamiste, etc.) et les cercles intimes (parents, famille élargie, sociabilités de proximité, etc.) ont joué un rôle déterminant dans la transmission de la mémoire des luttes et le maintien d'un sentiment national au sein de l'immigration. Puissance coloniale, la France métropolitaine a aussi été une terre féconde pour le nationalisme tunisien. Rappelons que c'est à Paris que fut créée en 1927 l'Association des étudiants musulmans nord-africains (AEMNA), dans laquelle les Tunisiens jouèrent un rôle majeur et qui, une fois rentrés au pays, occupèrent des responsabilités au sein du Néo-Destour puis du Parti socialiste destourien (PSD). C'est aussi dans la capitale française que fut organisé en 1953 le congrès fondateur de l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET). Dans les années 1960-1970, la France est devenue l'un

²⁰ Observation participante des auteurs.

²¹ ROSANVALLON P., *Le peuple introuvable*, Paris, Gallimard, 1998, p. 54-55. Cité par BRAS J.-P., « Le peuple est-il soluble dans la constitution ? Leçons tunisiennes », *L'Année du Maghreb*, VIII | 2012, p. 104.

des principaux lieux d'activisme des mouvements de gauche et d'extrême gauche tunisiennes qui y firent leurs premières « armes » militantes, au contact des courants de la gauche radicale française mais aussi des autres étudiants du Tiers-Monde (Algériens, Marocains, Palestiniens, Vietnamiens, Latino-Américains, etc.)²².

Bien sûr, cette socialisation patriotique ne renvoie pas un processus homogène et linéaire : elle a connu de nombreuses contestations et soubresauts. A la fin des années 1980, le nationalisme « à distance », autoritaire et paternaliste, véhiculé entre autres par l'Amicale des Tunisiens en France, a perdu de son efficacité symbolique, obligeant le régime tunisien à réviser en profondeur sa politique d'allégeance à l'égard de ses ressortissants à l'étranger. Après l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, en novembre 1987, sont ainsi créés le Rassemblement des Tunisiens de France (RTF, émanation du parti présidentiel) mais surtout l'Office des Tunisiens à l'étranger (OTE) qui, à partir de 1988, développe une politique d'encadrement culturel et social de la diaspora, en promouvant notamment des activités artistiques, philanthropiques et des séjours linguistiques en Tunisie qui contribuent à entretenir chez les descendants de l'immigration la fibre patriotique²³. Bien qu'elles aient été largement discréditées par leur proximité avec la dictature, ces institutions officielles n'en ont pas moins joué un rôle majeur dans la perpétuation d'un patriotisme tunisien « à distance » qui, contrairement à une idée reçue, ne s'est pas toujours confondu avec l'allégeance inconditionnelle au régime autoritaire de Bourguiba et de Ben Ali :

« Je n'aime pas Ben Ali, je ne l'ai jamais aimé. Mais je suis un nationaliste, je refuse que des étrangers salissent mon pays. Et là quand c'est comme ça, on fait front. Quand les gens disaient du mal de la Tunisie à l'époque, je la défendais toujours, c'est ma terre, c'est mon drapeau. Ben Ali, c'est la politique, ça part et ça revient. Je viens du Cap Bon, chez moi, on n'aime ni Bourguiba, ni Ben Ali, ce sont des Sahéliens qui ne pensent qu'aux leurs. Mais la Tunisie, c'est mon pays, même si c'est Ghannouchi [le leader islamiste] qui devient président. La Tunisie c'est devant tout le monde. Au-dessus de ma tête. Juste en dessous de Dieu »²⁴.

Toutefois, cette transmission d'une *tunisianité à distance* ne s'est pas cantonnée aux actions des cercles officiels du régime. Elle a aussi été véhiculée par les organisations dissidentes et indépendantes, fortement critiques à l'égard du nationalisme autoritaire et, de manière plus diffuse, au sein du milieu familial par la « socialisation patriotique » des parents et des grands-parents²⁵.

²² CHÉRIF-CHAMMARI A., *L'itinéraire politique de l'opposition progressiste dans la Tunisie indépendante (1955-1970-71)*, mémoire DES en science politique, Paris, Université Paris 1, 1975 ; cf. aussi le témoignage de l'ancien leader perspectiviste BEN KHADER N., entretien dans l'ouvrage de CAMAU, M. ; GEISSER, V. (dir.), *Habib Bourguiba : la trace et l'héritage*, Paris, Karthala, 2004, p. 533-548.

²³ Cf. dans ce volume la contribution de ZEDERMAN M. « Contrôle social et politique de la diaspora tunisienne : un autoritarisme à distance ? ».

²⁴ Abdelhamid B, ancien membre de l'Amicale des Tunisiens en France, entretien 4 mai 2014.

²⁵ DAUCÉ, F., LE HUÉROU A., et ROUSSELET K., « Les diversités du patriotisme contemporain », *Critique internationale*, vol. 58, n°1, 2013, pp. 9-17.

L'HERITAGE PROTESTATAIRE DU GAUCHISME ESTUDIANTIN : L'UTOPIE D'UNE JONCTION ENTRE IMMIGRATION INTELLECTUELLE ET IMMIGRATION OUVRIERE

Au début des années 1990, l'influence politique des organisations de gauche et d'extrême gauche (Perspectives, *El Amel el Tounsi* [Le Travailleur tunisien], *Harakat Ettajdid* [Mouvement Renouveau, ex-Parti communiste tunisien], etc.) s'est réduite comme peau de chagrin au sein de la diaspora tunisienne en Europe. Elles ont non seulement subi le reflux des idéaux marxistes et révolutionnaires à l'échelle internationale mais aussi l'hégémonie de la mouvance islamiste qui, bien que fortement réprimée dans le pays d'origine et étroitement surveillée par les autorités françaises, joue un rôle important dans la socialisation politico-religieuse des jeunes musulmans français, dont une proportion non négligeable est binationale franco-tunisienne (militants des associations musulmanes et fidèles des mosquées). Ce serait pourtant commettre une erreur d'interprétation que de limiter l'influence de la gauche tunisienne sur la diaspora à cette temporalité politico-électorale. S'il est vrai que les organisations issues de la gauche n'ont pas réussi à transformer leur capital militant en capital électoral au sein des communautés tunisiennes d'Europe après la Révolution du 14 janvier - elles obtiendront des scores très faibles aux élections législatives de 2011 et 2014²⁶ -, leur influence en termes de cadrage politique, et matériel des mobilisations reste déterminante. En premier lieu, les mouvements issus de la gauche diasporique, telles que la Fédération tunisienne Citoyens des deux rives (FTCR, créé en 1994 et prenant la suite de l'Union des travailleurs immigrés tunisiens, UTIT, fondée en 1974), dispose d'un savoir-faire protestataire, qui lui permet d'être aux devants des mobilisations contre la dictature de Ben Ali dès le début des années 2000 : en 2008, par exemple, lors du mouvement du bassin minier de Gafsa, la FTCR sera l'une des rares organisations de la diaspora à diffuser, malgré la censure du pouvoir tunisien, des informations au jour le jour sur le déroulement des protestations et la répression, et à développer au sein de l'immigration des actions de solidarité avec les révoltés du Sud-ouest tunisien²⁷. Ensuite, ces militants historiques de la gauche tunisienne sont généralement bien intégrés dans le champ politique et l'espace associatif et syndical français, ce qui facilite leur travail de mise en synergie des luttes tunisiennes avec les enjeux propres à la société française, sur des registres tels que la défense des libertés, la promotion des droits de l'Homme, l'altermondialisme et la solidarité internationale. Il n'est pas rare que ces leaders de la gauche en diaspora, en plus de leur activisme tuniso-tunisien, militent simultanément dans des organisations françaises, telles que la Ligue des droits de l'Homme, Amnesty International, le Front de Gauche, Europe-Écologie-les Verts, le Parti communiste français, les syndicats comme la CFDT²⁸ et la CGT²⁹ ou

²⁶ JAULIN T., « Géographie du vote à distance : l'élection tunisienne de 2011 à l'étranger », *L'Espace Politique* [En ligne], 23 | 2014-2, mis en ligne le 04 juillet 2014, consulté le 07 janvier 2018.

²⁷ DUMONT A., « De Redeyef à Nantes : mobilisation sociale et migration internationale », *Revue Tiers Monde* 2011/5 (HS), p. 47-66.

²⁸ Confédération française démocratique du travail.

les associations luttant pour la défense de la cause « immigrée/réfugiée ». Non seulement, ce sont des professionnels de la protestation, aguerris au travail militant, mais ils sont aussi des médiateurs et des connecteurs d'espaces politiques entre le pays d'origine (la Tunisie), le pays de résidence (la France) et l'Europe (Union européenne et Conseil de l'Europe³⁰), voire avec les autres pays arabes (solidarité panarabe, défense de la « cause palestinienne » en France). Enfin, les militants de la gauche tunisienne en diaspora sont les premiers à avoir réfléchi et même conceptualisé la jonction entre l'immigration intellectuelle (étudiants, cadres et professions libérales) et l'immigration ouvrière et ses descendants (les seconde et troisième générations nées en France). Dès les années 1970, ils publient les premières brochures en dialecte tunisien (*darija*) pour toucher l'immigration prolétarienne qui maîtrise mal l'arabe littéraire. Dans les années 1980, ils sont aux avant-postes de la lutte pour les droits sociaux et syndicaux des immigrés (soutien aux sans-papiers, aux grévistes des foyers Sonacotra, et revendication pour l'obtention de la carte de dix ans)³¹. Dès les années 1990-2000, ils ont œuvré à tisser des ponts avec les héritiers de l'immigration économique, c'est-à-dire les binationaux franco-tunisiens, en développant des thèmes de mobilisations davantage en phase avec leurs préoccupations existentielles, tels que la citoyenneté binationale, l'islamophobie, la lutte contre les discriminations au travail, la promotion d'une laïcité ouverte, etc.

Ce n'est donc pas un hasard, si ces militants historiques issus de la gauche tunisienne en diaspora seront à l'avant-garde des mobilisations contre la dictature et pour la « refondation démocratique » de la Tunisie après 2011, en jouant le rôle de « cadrage » des mobilisations³² et des revendications. Ils ont préparé le terrain à la « révolution à distance ». Dans le même temps, le phénomène « d'enclicage » idéologique et d'entre-soi militant provoque une forme de myopie politique qui explique sans doute que ces leaders historiques de la gauche, pourtant précurseurs des mouvements protestataires en diaspora avant 2011, ne récolteront pas les dividendes politiques et électoraux de leur engagement ancien : la jonction avec les nouvelles générations tunisiennes nées et socialisées en France reste largement inachevée³³.

DE L'AMBIVALENCE DE L'ACTION POLITIQUE DES ISLAMISTES EN EXIL : ENTRE LOGIQUE HUMANITAIRE ET ENCADREMENT RELIGIEUX DES BINATIONAUX

²⁹ Confédération générale du travail.

³⁰ Une organisation comme le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT) jouera un rôle un central pour faire connaître la « cause tunisienne » auprès des institutions européennes.

³¹ AYARI M., *Le prix de l'engagement en régime autoritaire. Gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante (1963-2008)*, op.cit.

³² BENFORD, R.-D., et SNOW D.-A., « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, vol. 99, no. 3, 2012, p. 217-255.

³³ Sur les difficultés d'impliquer les nouvelles générations franco-tunisiennes dans les associations de gauche, cf. témoignage de l'écrivain et militant de la FTCT, Hichem Abdessamad, entretien avec les auteurs 10 février 2014.

L'influence politique et sociale de la mouvance islamiste au sein de la diaspora franco-tunisienne est source de nombreux fantasmes, oscillant entre une tendance à leur accorder un pouvoir démesuré – ils contrôlèrent la jeunesse des banlieues par le biais des associations musulmanes et des mosquées – ou, au contraire, à sous-estimer leur rôle socialisateur du fait du contexte français « laïque », dans lesquels évoluent les binationaux. En réalité, il s'agit moins de raisonner en termes de prosélytisme islamique ou, au contraire, de retrait du politique du fait de leur situation d'exil, que de réfléchir sur la porosité entre les différents espaces de socialisation et d'action qui ont permis aux militants de l'islam politique issus du Mouvement de la Tendance islamique (MTI, 1981-1989), puis d'Ennahda (1989-2017), d'exercer une influence politique diffuse sur les jeunes franco-tunisiens à travers trois registres : l'humanitaire, le scolaire et le religieux. Il est vrai que l'implantation des islamistes tunisiens sur le territoire français s'est faite au rythme des différentes vagues de répression en Tunisie (1981, 1986 et 1990-1992) qui les ont contraints à s'exiler à l'étranger. En dépit du soutien de la France officielle au régime autoritaire de Bourguiba (1956-1987) et de Ben Ali (1987-2011), de nombreux militants islamistes ont choisi l'Hexagone, en raison de sa proximité culturelle, éducative et linguistique et des conditions d'accueil. Mais, ce « choix de la France » s'est fait aussi au prix de l'observation d'une stricte neutralité politique – voire d'une collaboration sécuritaire avec les autorités françaises³⁴ – qui les a obligé à cantonner leur action en immigration au registre humanitaire, à travers des actions de solidarité :

« *Solidarité Tunisienne* [association loi 1901], c'est compliqué à expliquer et encore plus avec les changements provoqués par la Révolution. Historiquement, Ennahda ne pouvait pas exister en France. Nous avons donc créé cette association pour exister légalement, politiquement, pour pouvoir nous rencontrer, pour pouvoir signer les appels officiels. L'organigramme d'Ennahda-France a pendant longtemps été celui de *Solidarité Tunisienne*. En fait, jusqu'à l'été 2012, c'était encore le cas »³⁵.

Faut-il pour autant conclure que les exilés islamistes en France n'ont joué qu'un rôle mineur dans la socialisation politique des jeunes binationaux et la transmission d'un sentiment patriotique ? En fait, ce rôle socialisateur doit s'évaluer principalement à l'aune de leurs actions aux marges de la politique institutionnelle, notamment dans le champ parascolaire (écoles et instituts musulmans) et dans le champ islamique (associations culturelles et mosquées). S'il est vrai que les cadres islamistes réfugiés en France évitaient de « parler politique » avec les jeunes binationaux inscrits dans leurs structures associatives, scolaires et religieuses, ils n'en développaient pas moins une critique feutrée des « dérives » du régime autoritaire de Ben Ali, en diffusant des informations sur la situation des prisonniers politiques et l'état des libertés en Tunisie. C'est pour cette raison qu'il convient de mesurer leur influence en termes « d'encadrement politico-religieux », en ce sens que la dimension politique n'est que secondaire

³⁴ Notamment dans le contexte de la lutte contre les groupes se revendiquant de l'islam radical et du « danger terroriste » du fait des retombées du conflit civil algérien sur le territoire français (1991-1998).

³⁵ Riadh Bettaieb, ancien président de l'association Solidarité tunisienne, devenu ministre après la Révolution de 2011, entretien le 12 mai 2012.

dans leur action par rapport au registre éducatif islamique. La preuve étant que de nombreux immigrés, pourtant proches du régime de Ben Ali et affiliés aux associations satellites du pouvoir (notamment le Rassemblement des Tunisiens de France), enverront aussi leurs enfants se former dans les structures parascolaires contrôlées par des anciens islamistes, réputés pour leur pédagogie et leur bonne maîtrise de la langue arabe littéraire. D'ailleurs, une sociologie fine des publics fréquentant les établissements parascolaires tenus par les islamistes tunisiens – notamment en région parisienne – révèle un mélange entre enfants de militants de l'islam politique (les héritiers), enfants d'immigrés tunisiens, algériens et marocains sans identité politique affichée, enfants de familles tunisiennes pro-régime et même des élèves non-musulmans appartenant aux autres migrations (africaines chrétiennes par exemple) et aux milieux populaires français. La force du militantisme islamiste en France a donc moins reposé sur une entreprise de politisation à outrance en direction du pays d'origine (former des futurs opposants islamistes au régime de Ben Ali) que sur une politisation diffuse par le biais des structures éducatives et des associations musulmanes de quartier (en banlieue parisienne et dans les grandes agglomérations comme Lyon et Marseille). Si les enfants de l'immigration tunisienne et les binationaux ont rarement été des militants assidus du mouvement islamiste Ennahda, ce dernier a tout de même bénéficié d'un courant de sympathie dans une partie de la jeunesse franco-tunisienne, sensible au thème de l'islamophobie et irritée par le discours « laïciste » de certaines franges de la gauche tunisienne. Pour autant, les islamistes n'ont pas su transformer ce capital de sympathie en force militante au sein d'une diaspora franco-tunisienne qui a du mal à s'identifier à un cadre politique qui reste, malgré tout, empreint d'autoritarisme et de familialisme³⁶, Ennahda étant parfois accusé de reproduire les modes de fonctionnement centralisé et personnalisé de l'ancien parti unique, le RCD :

« Quand je militais, je savais que certains étaient Tunisiens, mais nous n'en avons jamais parlé, et pourtant j'avais de l'intérêt pour Ghannouchi [principale figure de l'islamisme tunisien]. Après la Révolution, pour moi c'était naturel de s'engager à Ennahda. Et là le choc, Ennahda, c'était la *famiglia*, il fallait être fils ou gendre d'un membre pour les rejoindre. Impossible de faire quoi que ce soit avec eux, ils n'avaient besoin que de soutiens, mais pas de personnes engagées auprès d'eux »³⁷.

En ce sens, on est loin de l'image caricaturale d'une jeunesse franco-tunisienne, qui en raison du racisme islamophobe et des discriminations subies dans la société française, serait tombée toute entière dans les bras de l'islam politique : au contraire, les questions sociétales, telles que la place de l'islam dans l'espace public, la séparation entre religion et politique, l'égalité des sexes, le droit à l'homosexualité, le respect de la pluralité religieuse, voire de l'athéisme et de l'agnosticisme, font l'objet de nombreux débats contradictoires au sein de la diaspora. De ce point de vue, la Révolution a bien produit un effet libérateur de la parole publique dans les

³⁶ Après la Révolution, des enfants de réfugiés islamistes mais en désaccord avec la ligne politique du parti Ennahda créent en 2013 l'association des Jeunes tunisiens de France (JTF), marquant ainsi une volonté d'autonomie.

³⁷ Anouar, ancien militant d'Étudiants musulmans de France (UOIF), entretien à Paris 27 avril 2013.

milieux binationaux, y compris chez ceux qui ont été formés par les organisations liées au régime autoritaire ou dans les associations religieuses animées par les islamistes en exil³⁸.

AU-DELA DE LA FIGURE DE L'APATHIE POLITIQUE, DES SILENCES TRES PARLANTS

La faiblesse des mobilisations publiques au sein des diasporas tunisiennes en Europe avant 2011, que celles-ci relèvent du registre du soutien au régime ou, au contraire, du registre protestataire -, ont longtemps entretenu l'image d'une « majorité binationale silencieuse » vivant dans la peur de la « répression à distance » et du retour au *bled*, souvent synonyme de tracasseries administratives et policières³⁹. En deux mots : c'est la représentation d'une diaspora franco-tunisienne largement dépolitisée, faisant preuve d'apathie et préférant se cantonner dans une neutralité de façade, évitant de parler des sujets qui fâchent. De ce point de vue, l'apolitisme supposé des Tunisiens de l'étranger apparaît autant comme une représentation d'auteurs (sociologues et politistes) que d'acteurs (les binationaux et les représentants officiels de l'État tunisien en Europe), qui a probablement produit des effets de réalité (dimension performative). Elle aurait contribué à conforter chez les binationaux une posture de l'évitement du politique au profit d'un rapport exotique, touristique et consumériste à l'égard du pays d'origine qui n'est finalement pas très éloigné de celui des autres Français, où prévaut l'image de la Tunisie comme lieu de vacances et de loisirs.

Mais avec le recul du temps, cette représentation de la neutralité doit être largement remise en cause, parce qu'elle tend à occulter les mécanismes de politisation ordinaires qui ont pu se déployer au sein des sphères intimes (la famille, le couple, les amis, etc.), voire dans des sphères semi-publiques (les cafés, les locaux associatifs, les mosquées, etc.). Les rumeurs, les petites histoires, les blagues sur « la famille présidentielle » (Ben Ali/Trabelsi), les expériences personnelles de corruption lors des retours estivaux dans le pays d'origine ou encore les informations transmises discrètement par les membres de la famille tunisienne, sans parler des opuscules de l'opposition circulant sous le manteau, sont autant de vecteurs qui ont favorisé la politisation discrète de la diaspora, sans qu'il y ait eu forcément de passage à l'acte public. Or, cette majorité dite « silencieuse », qui bien que ne s'étant pas mobilisée massivement contre la dictature, se retrouve au lendemain du 14 janvier dans la rue, créatrice de plus de 200 associations nouvelles⁴⁰, revendiquant l'élimination des legs du régime de Ben Ali et appelant à fonder une « véritable démocratie » en Tunisie. Comment expliquer ce basculement si rapide ? Il convient de faire intervenir ici l'hypothèse de modes de politisation ordinaires et intimes,

³⁸ POUESSEL P., « Le national à distance. Circulation de normes et réécriture du politique de la Tunisie », *L'Année du Maghreb*, 14 | 2016, p. 169-186.

³⁹ ZEDERMAN M. « Contrôle social et politique de la diaspora tunisienne : un autoritarisme à distance ? », *op. cit.*

⁴⁰ Recensement établi par les auteurs.

s'inscrivant dans une temporalité longue, qui ont échappé très largement à l'œil de l'observateur extérieur et surtout au contrôle sécuritaire des autorités consulaires :

« Chez nous, on a toujours parlé de politique. Alors oui, on ne s'engageait pas, mais clairement, je me souviens de discussions (...) où toute la famille et les proches critiquaient le comportement de Ben Ali vis-à-vis de Bourguiba. La corruption était largement évoquée. Alors oui, on n'allait pas distribuer des tracts, parce qu'on voulait continuer à rentrer en Tunisie, on a tout le monde là-bas, et oui on savait qu'à un moment, y a des gens qui ne pouvaient plus rentrer au pays. Je me souviens que, même à l'époque de Bourguiba, ma grand-mère, qui ne l'aimait pas, disait des choses, mais elle regardait toujours autour d'elle en fermant la porte. On sait ce qui pouvait arriver »⁴¹.

Plutôt que de céder à la vision d'une apathie politique généralisée de la diaspora, il convient donc de parler d'une autre scène conscientisée, mais s'étant rendue opaque à toute forme de lecture extérieure et donc de contrôle policier potentiel. En lieu et place de l'hypothèse de « complicité idéologique tacite » avec le régime de Ben Ali ou d'un « silence coupable », il s'agit de mettre en avant les formes de conscientisation discrètes, se manifestant dans la discrétion des foyers et des cercles intimes, stigmatisant les pratiques répressives du régime, sans jamais avoir à les citer⁴².

DU PASSE FAISONS TABLE RASE MAIS... : UNE REFONDATION DE LA POLITIQUE A DISTANCE ?

Appréhendée superficiellement, la participation des binationaux aux mouvements sociaux de l'hiver 2010-2011 et, au-delà, aux différents événements politiques qui ont jalonné les premiers temps de la « construction démocratique » tunisienne (2011-2014), pourrait être analysée sous les registres de la « surprise protestataire » ou des « mobilisations improbables ». En effet, la diaspora tunisienne en France avait rarement connu dans son histoire politique depuis l'indépendance des mobilisations de si grande ampleur : elles offrent l'image de rassemblements unitaires, intergénérationnels et interclassistes, où des binationaux de toutes conditions sociales, appartenant à divers courants politiques et philosophiques, se retrouvent pour la première fois ensemble, exprimant une volonté commune d'éradiquer les symboles de la dictature, d'appuyer la démocratie naissante et surtout de refonder la « politique à distance » sur des bases saines, débarrassées des méthodes d'encadrement autoritaires, paternalistes et policières. De ce point de vue, l'événement Révolution a bien produit un effet de « conscientisation », accélérant le passage au politique d'individus, de familles et de groupes sociaux en exil et en immigration, qui jusqu'à récemment sont restés en retrait des enjeux politiques du pays d'origine. Nous

⁴¹ Sofian, socialisé en France, entretien le 27 avril 2015.

⁴² KURAN T., *Private Truths, Public Lies. The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press, 1995 cité par ALLAL A., « Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », p. 828.

retrouvons à ce niveau une caractéristique commune aux situations révolutionnaires décrites par les politistes et les sociologues : « *L'extension de la contestation du pouvoir à une fraction significative de la population, et donc le brouillage des frontières habituellement plus ou moins étanches entre espaces sociaux, conditionne la situation révolutionnaire* »⁴³.

Toutefois, au regard de nos données d'enquêtes et de nos observations de terrain, ce processus de politisation « accélérée » et de réenchantement de la politique à distance doit être largement nuancé.

D'abord, les niveaux de participation, les degrés d'implication et l'assiduité de l'engagement des binationaux aux différentes mobilisations post-2011 ont été très inégaux et hétérogènes : si certains d'entre eux sont devenus de véritables porteurs de la « cause tunisienne » en sacrifiant leur vie familiale et professionnelle (des militants à plein temps), si certains encore ont concrétisé leur engagement pour la Tunisie jusqu'à réaliser le « retour physique » dans le pays d'origine pour y exercer des fonctions associatives, politiques et professionnelles (créateurs d'ONG ou de blogs, militantisme partisan en Tunisie, élection comme député au sein de l'Assemblée nationale constituante, etc.), la grande majorité des binationaux se sont contentés de participer aux événements et aux manifestations publiques comme de simples *followers* ou spectateurs. De plus, après 2012, on a pu observer un net déclin de la participation des binationaux aux diverses initiatives publiques sur les questions tunisiennes, comme si le « retour » des vieux clivages (sécularistes/islamistes, Tunisie de l'intérieur/Capitale-Sahel, héritiers de l'immigration économique/immigration intellectuelle, etc.) avait produit un effet de démotivation sur la majorité des binationaux. La libération de la parole publique sur les enjeux politiques tunisiens ne s'est donc pas traduite systématiquement par un engagement régulier et assidu. Les binationaux qui ont continué à s'engager publiquement pour la « cause tunisienne » après 2012 font plutôt figure d'exception, la majorité se repliant sur la sphère privée⁴⁴.

Ensuite, il convient de ne pas céder au mythe de la génération spontanée. Comme nous l'avons montré dans nos précédents travaux⁴⁵, la plupart des « nouveaux acteurs » de la cause tunisienne après 2011 ont déjà une longue expérience de militantisme associatif et politique en France. Ce sont moins des *nouveaux venus* à la politique que des *convertis* ou même des *reconvertis*, y compris pour les plus jeunes d'entre eux (25-40 ans). Ils ont en quelque sorte transféré leur capital militant acquis dans la société française vers la Tunisie. Beaucoup ont milité dans les associations de quartier, les organisations antiracistes (MRAP, CCIF, CRI, etc.)⁴⁶, les mouvements altermondialistes ou les partis politiques français de gauche (Europe-Écologie-Les Verts, Parti socialiste, Front de Gauche, etc.) et sont fortement impliqués dans la

⁴³ BENNANI-CHRAÏBI M., FILLIEULE O., « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique* 2012/5 (Vol. 62), p. 780.

⁴⁴ HIRSCHMAN A.-O., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, coll. « Pluriel », 2013.

⁴⁵ GEISSER V., « Quelle révolution pour les binationaux ? », *op. cit.*

⁴⁶ Mouvement contre le racisme et pour l'amitié en les peuples ; Collectif contre l'islamophobie en France ; Coordination contre le racisme et l'islamophobie.

« cause palestinienne » (campagne BDS)⁴⁷. D'autres encore ont une longue expérience de travail militant au sein des associations musulmanes françaises (CMF, EMF, UOIF, etc.)⁴⁸. D'autres, enfin, détiennent même un mandat électif à l'échelon local (conseiller municipal, adjoint au maire, conseiller départemental, etc.) et souhaitent mettre leur expérience d'élu français au service de leur pays d'origine. En ce sens, les binationaux qui ont poursuivi leur engagement sur la cause tunisienne après 2012 sont généralement ceux qui avaient déjà eu une longue expérience associative ou politique en France et qui étaient donc les mieux armés politiquement pour affronter les vicissitudes de la vie publique tunisienne et ses prolongements conflictuels au sein de la diaspora.

Enfin, et c'est probablement le résultat le plus important de notre enquête : la catégorie binationale reste une ressource politique précaire ici et là-bas. Fortement valorisée dans les premiers temps de la Révolution, car elle était souvent perçue comme un vecteur de « refondation démocratique » et de promotion d'une nouvelle conception de la citoyenneté tunisienne ouverte sur le monde, la binationalité a fait l'objet de nombreux débats contradictoires et passionnés, devenant même suspectes aux yeux de certains politiques en France et en Tunisie⁴⁹. Célébrés comme des symboles vivants de la démocratie tunisienne naissante, porteurs d'une conception renouvelée de la politique à distance et emblèmes du caractère transnational de la *tunisianité*, les binationaux ont été aussi l'objet d'un procès en « pureté identitaire », d'aucuns les soupçonnant de « double allégeance », voire de « trahison patriotique ». Cette montée en suspicion dans le pays d'origine a produit un effet de désenchantement sur de nombreux binationaux qui, depuis 2013-2014, ont tendance à se désengager de scènes publiques tunisiennes et à se replier sur la sphère privée. Mais à la différence des années de plomb, durant lesquelles cette suspicion réciproque (celle des partisans du régime à l'égard des opposants et vice-versa) se traduisait généralement par un « silence politique » et un repli sur la sphère privée, ce processus de désenchantement⁵⁰ est aussi porteur d'une parole publique, critique et décomplexée. Même suspectés d'être de « mauvais patriotes », des « immigrés acculturés » ou des « enfants illégitimes » de la politique tunisienne⁵¹, les militants binationaux n'acceptent plus désormais d'être de simples figurants de la vie publique du pays d'origine.

⁴⁷ Boycott, désinvestissement et sanctions [contre la politique de l'Etat d'Israël].

⁴⁸ Collectif des musulmans de France ; Etudiants musulmans de France ; Union des organisations islamiques de France.

⁴⁹ GEISSER V., « Une controverse peut en cacher une autre : Les binationaux suspects 'ici et là-bas' ? », *Migrations Société*, vol. 163, no. 1, 2016, p. 3-12.

⁵⁰ ALLAL A., VANNETZEL M., « Des lendemains qui déchantent ? Pour une sociologie des moments de restauration », *Politique africaine*, 2017/2 (n° 146), p. 5-28.

⁵¹ SAYAD A., « Exister, c'est exister politiquement », *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 2 – Les enfants illégitimes*, Paris, Raisons d'Agir, 2006, p. 13-44.